

Sujet : [INTERNET] dossier GAEC de la Hautefeuille à la Chapelle d'Armentières et Erquinghem-Lys

De : Juliette Delgorgue <juliette.delgorgue@urbis-avocats.fr>

Date : 22/09/2022 15:56

Pour : pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr

Monsieur le Préfet,

Vous voudrez bien trouver ci-joint, les observations formulées au nom de mes clients, M. et Mme Cyril et Fanny Ternoy, M. et Mme Yves et Martine Wambre, M. Alexis Cadez, M. et Mme Jean Luc et Christine Cadez, Mme Audrey Thomas, M. Michael Bailleul, M. Dean Hipple, Mme Nadine Hipple, Mme Sandy Coulon, M. Hadrien Renier, Mme Ludivine Renier, M. François Boekstel, Mme Christine Fruleux, M. Arnaud Lattalerie, M. Kevin Rageot, M. Mickael Rogué, le Docteur Gwendoline de Duve, le Docteur François Xavier Ferrand et M. Philippe Dethoor, dans le cadre de la consultation organisée dans le dossier repris en références (+ 2 pièces jointes).

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de mes salutations distinguées.



<https://urbis-avocats.fr>

— Pièces jointes : —

Observations Gaec Hautefeuille(3).pdf	449 Ko
PJ1 Fiche Géorisques(1).pdf	1,1 Mo
PJ2 Avis de la MEL sur demande de PC.pdf	2,2 Mo

Juliette DELGORGUE
Avocat au Barreau de LILLE
Docteur en Droit public



Nina POTIER
Avocat au Barreau de LILLE
Master II Droit Public

M. le Préfet du Nord
Bureau des ICPE
12 rue Jean Sans Peur
CS 20003
59039 LILLE CEDEX

Envoi par Mail - pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr

Roubaix, le 22 septembre 2022

Aff : Dossier GAEC de la HAUTEFEUILLE à LA CHAPELLE d'ARMENTIERES et ERQUINGHEM-LYS

Objet : Observations dans le cadre de la consultation publique (du lundi 22 août au vendredi 23 septembre 2022).

Monsieur le Préfet,

Je me permets de prendre votre attache en tant que conseil de M. et Mme Cyril et Fanny Ternoy, M. et Mme Yves et Martine Wambre, M. Alexis Cadez, M. et Mme Jean Luc et Christine Cadez, Mme Audrey Thomas, M. Michael Bailleul, M. Dean Hipple, Mme Nadine Hipple, Mme Sandy Coulon, M. Hadrien Renier, Mme Ludivine Renier, M. François Boekstel, Mme Christine Fruleux, M. Arnaud Lattalerie, M. Kevin Rageot, M. Mickael Rogué, le Docteur Gwendoline de Duve, le Docteur François Xavier Ferrand et M. Philippe Dethoor, membres du Collectif « *Ensemble contre l'élevage intensif de cochons à Erquinghem-Lys* ».

Mes clients souhaitent produire des observations dans le cadre de la consultation publique ouverte pour un projet de régularisation et d'agrandissement d'un élevage porcin de 2277 animaux-équivalents, étant précisé que la pétition lancée contre ce projet a atteint ce jour, 1649 signatures.

Urbis Avocats
158, rue de Lannoy - 59100 ROUBAIX
Tél : 09.72.52.84.40

En premier lieu, il sera fait état des insuffisances du dossier de demande d'enregistrement sur l'analyse de l'impact du projet sur les ressources en eaux, sur les capacités techniques et financières du GAEC de la HAUTEFEUILLE, et sur la remise en état du site **(I)**.

En second lieu, il sera démontré qu'un tel projet est contraire aux intérêts protégés énumérés par les articles L. 511-1 et L. 211-1 du Code de l'environnement en raison des nombreuses nuisances qu'il engendrera pour les habitants des communes concernées et au regard des risques avérés qu'il présente pour la santé humaine et l'environnement **(II)**.

I. Sur l'incomplétude du dossier d'enregistrement :

La complétude du dossier est la condition sine qua non à une information complète du public et de l'administration.

Or, en l'espèce, le dossier de demande d'enregistrement du GAEC de la HAUTEFEUILLE est insuffisant, voir lacunaire, sur l'impact du projet sur les ressources en eau **(A)**, sur ses capacités techniques et financières **(B)** et sur les modalités pratiques de la remise en état du site à la fin de l'exploitation **(C)**.

A/ Sur l'insuffisance du dossier concernant l'impact sur les ressources en eau :

1. La plaine sur laquelle le projet d'élevage sera implanté, se caractérise par un réseau hydrographique dense et s'inscrit dans le périmètre de la masse d'eau des Sables du Landénien des Flandres et de la Craie de la Vallée de la Deûle.

L'assiette du projet et les zones d'épandage sont situées dans le bassin versant Artois-Picardie, couvert par deux documents de planification, le SDAGE Artois-Picardie et le SAGE de la LYS.

Les communes du plan d'épandage se situent en Zone Vulnérable Directive Nitrates¹.

2. Dès lors, au regard de ces éléments, une étude sérieuse de l'état initial de la ressource en eau devait être menée, avec une analyse de l'impact du projet sur celle-ci.

¹ Directive 91/676/CEE du CCE du 16 décembre 1991.

La protection de ces ressources est en effet un des intérêts à protéger aux termes de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement.

La jurisprudence s'avère exigeante sur la nécessité d'informer tant le public, que l'administration, de l'incidence d'un projet soumis à la réglementation des installations classées.

A cet égard, le Tribunal administratif de Rennes annulait un arrêté d'enregistrement d'un élevage similaire de porcs, pour insuffisance du dossier concernant les conséquences sur la ressource en eau :

« 3. Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'exploitation XXX comporte 2 élevages, l'un de 35 vaches laitières, l'autre de 100 truies de type naisseur ; que le projet, objet de l'arrêté attaqué, vise à porter les effectifs porcins à 1174 animaux-équivalents XXX et prévoit la construction d'une porcherie de 1036 m², un ouvrage de stockage de 1 170 m², pour une capacité de stockage de 1 544 m³, la mise à jour du plan d'épandage, pour le porter à 290,34 ha et qui s'étendra sur trois communes en recourant à quatre prêteurs ; que la commissaire enquêtrice a rendu un avis défavorable au projet en raison notamment de l'insuffisance de l'étude, qualifiée de « très insuffisante, des impacts sur l'eau, dans un secteur concentrant des zones humides, des cours d'eau et des eaux souterraines et où les relevés dans La Seiche révèlent un taux de nitrates de 52 mg/L, que les risques de transferts vers le milieu naturel existent compte tenu de la proximité de La Seiche, de l'Yaigne et de La Prunelais » ; que les trois communes concernées par le plan d'épandage ont rendu un avis défavorable au projet en raison de l'étude insuffisante des impacts dans un secteur sensible au regard notamment des excédents en nitrates de la Seiche ; »

6. Considérant qu'il résulte de l'instruction que la commune de Nouvoitou se situe sur un plateau qui s'incline vers le sud en direction de la vallée de La Seiche et que la commune ayant été remembrée, beaucoup de haies ont été supprimées ; que sur les 399 ha du plan d'épandage, les sondages ont révélé que 29% des sols présentaient une bonne aptitude à l'épandage, 45% une aptitude moyenne et 25% une aptitude nulle, 290,34 ha étant ainsi considérés comme épandables ; que les milieux récepteurs sont La Seiche, l'Yaigne et le ruisseau de La Prunelais, sans que ces derniers fassent l'objet d'une étude précise ; qu'il résulte des relevés du réseau Qualit'eau 35, publiés au mois de juillet 2011 mais effectués l'année précédente, que « au cours de l'année 2010, 14 points de mesure enregistrent une concentration supérieure au seuil de 50 mg/L. Ils sont principalement situés sur les bassins de la Seiche et du Semnon » ; que la requérante produit également des relevés effectués dans 26 puits situés à proximité de l'exploitation dont 16 d'entre eux révèlent un excédent de nitrates, de faible à très important ; que l'étude de l'impact du projet sur l'eau ne pouvait se contenter de trois relevés dans La Seiche pour apprécier la qualité de la rivière, et ignorer l'impact sur l'ensemble des milieux aquatiques potentiellement concernés, lesquels sont insuffisamment répertoriés ; que l'étude n'aborde même pas les conséquences sur la ressource en eau dans sa partie consacrée aux « effets prévisibles du site d'élevage et du plan d'épandage sur l'environnement » ; que, nonobstant la taille relativement réduite de l'élevage et la référence à certaines pratiques d'alimentation du bétail et culturales destinées à limiter les conséquences de l'épandage, l'étude n'a pas abordé de manière suffisante et sérieuse l'état initial de la ressource en eau et n'a pu, dès lors davantage aborder de la même manière l'influence du projet sur cette même

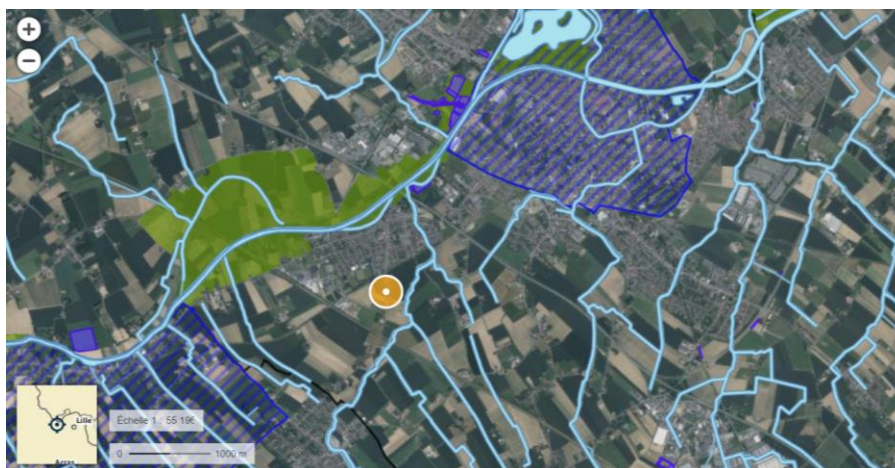
ressource ; que cette insuffisance est de nature à l'entacher d'illégalité au regard des dispositions précitées du code de l'environnement et d'avoir privé tant le public, lors de l'enquête, d'une garantie, que l'administration, d'une information substantielle de nature à influencer sur sa décision ; que, par suite l'arrêté attaqué doit être annulé ;

(TA Rennes, 10 juill. 2015, n° 1201934)

En l'espèce, la demande d'enregistrement porte sur un élevage presque deux fois plus important (2277 AE) que dans le Jugement précité.

Pour autant, aucun relevé précis n'a été effectué sur les ressources en eau entourant le projet alors même que les cours d'eau présents « *constituent un patrimoine considérable* » et que la moitié des cours d'eau présentent « *un potentiel écologique mauvais* », « *globalement dégradé* »².

Bien que les cours d'eau soient identifiés sur le plan de situation en annexe n°1, une vue Géoportail permet de prendre la mesure du réseau hydraulique particulièrement complexe entourant la parcelle :



(Géoportail : site n°2 d'engraissement identifié par le cercle)

Le pétitionnaire se contente de décrire en des termes généraux le réseau hydrographique concerné, et en tire des conclusions hâtives.

En effet, il fait valoir qu'un régime captif prédomine sur l'aquifère des Sables du Landénien des Flandres, et qu'à ce titre la circulation des substances dégagées par l'activité d'élevage n'est pas possible³.

Sur la qualité des eaux, il se borne à réitérer « *la majeure partie de la masse d'eau des Sables du Landénien est captive et donc peu sensible aux pollutions* »⁴.

² Page 60 du dossier de demande

³ Page 58 du dossier de demande

⁴ Page 59 du dossier de demande

Il poursuit ensuite concernant les eaux souterraines :

*« **La plupart** des paramètres analysés sont retrouvés en très faibles concentrations (inférieures aux seuils de détection des appareils). Concernant les pesticides, **les principaux pesticides** recherchés sont en concentrations inférieures aux limites de détection, à l'exception d'une mesure pour l'atrazine à 0,02 µg/L en 2005. Le bon état est atteint puisque l'ensemble des pesticides ne dépasse pas 0,5 µg/L et 0,1 µg/L par substance individualisée. La masse d'eau souterraine FRAG1014 est donc en bon état qualitatif et quantitatif.*

*- La majeure partie de la masse d'eau de la Craie de la Vallée de la Deûle est de type sédimentaire formée d'une entité aquifère principale avec des parties libres et captives associées, **majoritairement libre, sensible à la pollution.***

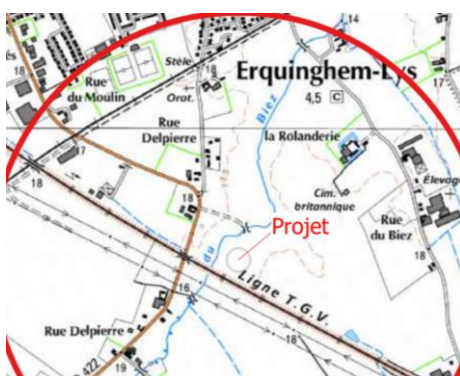
*- La qualité des eaux souterraines de cette masse d'eau est suivie **entre autres** par le biais de prélèvements réalisés dans le forage d'Erquinghem-Lys (BSS000AXMK/PZ2). »⁵*

Le public n'a donc aucune information précise sur les paramètres analysés, les types de pesticides recherchés, et sur les forages qui réalisent les prélèvements, à l'exception de celui d'Erquinghem-Lys.

Il est fait mention d'un dépassement des valeurs limites pour l'atrazine sans plus de développements.

Surtout, cette brève analyse conclut à la sensibilité de l'aquifère de la Craie de la vallée de la Deule à la pollution. Pour autant, les risques de transfert des substances polluantes (produits dangereux, eaux de lavage, fumier de porcs, lisier de porcs...etc) ne font l'objet d'aucune étude sérieuse.

Le cours d'eau le plus proche est la Becque du Biez, qui se situe en bordure des parcelles du site en projet. Cours d'eau récepteur, il ne fait pourtant l'objet d'aucune analyse dans le dossier de demande d'enregistrement.



(Annexe 1)

⁵ Page 60 du dossier de demande

Le pétitionnaire se contente d'affirmer qu'il mettra en place des bandes enherbées de 5 mètres le long du cours d'eau⁶.

Enfin, une étude de la consommation d'eau est proposée, mais ne prend pas en compte les épisodes de sécheresse qui s'accroîtront dans le futur.

Ainsi, la vacuité du dossier soumis à enquête publique sur l'impact sur les ressources en eau empêche toute information éclairée du public sur ce point.

Le projet ne pourra, par conséquent, être enregistré.

B/ Sur l'insuffisante description des capacités financières et techniques :

Concernant la faisabilité technique et économique du projet, la demande d'enregistrement fait état des capacités du GAEC de la HAUTEFEUILLE⁷.

L'article R. 512-46-4 du Code de l'environnement dispose en effet :

« A chaque exemplaire de la demande d'enregistrement doivent être jointes les pièces suivantes : (...) 7° Les capacités techniques et financières de l'exploitant (...) ».

De même, le deuxième alinéa de l'article L. 512-7-3 du Code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'enregistrement ne peut être pris « *que si le demandeur a justifié que les conditions de l'exploitation projetée garantiraient le respect de l'ensemble des prescriptions générales, et éventuellement particulières, applicables. Il prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1.* »

Dès lors, l'administration devra également être suffisamment éclairée sur ces capacités, ce qui est impossible en l'état du dossier de demande.

1. Concernant les capacités techniques, le pétitionnaire se contente de faire état des diplômes de Marc, Vincent, et Thomas WATTELLE, lesquels sont produits en annexe 18 du dossier de demande.

Thomas WATTELLE est titulaire d'un brevet de technicien supérieur agricole depuis moins d'un an, spécialisé en analyse conduite et stratégie de l'entreprise agricole. Il a vocation à aider son père, Marc WATTELLE, dont le diplôme est également produit, pour l'élevage porcin de l'exploitation familiale.

Rien n'indique cependant qu'il sera doté de l'expérience nécessaire pour assurer la bonne conduite d'une exploitation de cette ampleur.

⁶ Annexe 27, page 5, du dossier de demande

⁷ Page 34 et suivantes

Le diplôme de Vincent WATTELLE n'est pas annexé, de sorte qu'il n'est pas possible d'analyser son expertise pour l'élevage de ce type d'animaux.

Une liste d'intervenants extérieurs est fournie, censés permettre de gérer tous les aspects de l'exploitation mais il n'est pas justifié de l'effectivité de leur appui technique.

Enfin, le pétitionnaire évoque deux salariés supplémentaires mais affectés à l'atelier bovin-lait et sur la partie culture.

Ainsi, seuls trois exploitants assureront l'exploitation au quotidien : MM. Marc, Vincent et Thomas WATTELLE.

Parmi eux, seul M. MARC WATTELLE dispose véritablement des compétences et connaissances pour assurer la gestion d'un tel élevage. Il n'en est pas justifié pour M. Vincent WATTELLE. Quant à M. Thomas WATTELLE, son expérience est, en l'état, très réduite.

En l'état du dossier d'enregistrement, le public n'est donc pas suffisamment informé de la capacité technique des exploitants à assurer la gestion d'un double site d'élevage, comportant 2277 animaux.

2. Sur les capacités financières, le GAEC de la HAUTEFEUILLE produit une étude de l'existant à partir des résultats comptables⁸ de la société, et une analyse prévisionnelle.

Les capacités financières de l'entreprise constituent une condition essentielle pour autoriser l'enregistrement du projet.

Dans le cadre de l'enregistrement d'un projet d'extension d'élevage, la Cour administrative de Bordeaux a censuré un arrêté du Préfet de la Haute-Vienne en raison d'une présentation insuffisante des capacités financières de l'exploitant :

11. A la rubrique « capacités financières de l'exploitant », le dossier de demande présentait sur une page les bilans du GAEC Frais Marais arrêtés les 31 août 2010, 31 août 2011 et 31 août 2012 et des données chiffrées sur les ratios d'endettement, l'autonomie financière et le fonds de roulement de l'exploitation pour ces trois mêmes exercices. Ces éléments, accompagnés de simples commentaires sur les bilans de l'entreprise, ne comportaient aucune information sur les modalités par lesquelles le pétitionnaire entendait justifier de ses capacités financières alors que son projet prévoyait une augmentation très substantielle du volume de l'élevage (de 440 à 1 494 animaux-équivalents) nécessitant la construction d'un nouveau bâtiment. Or les moyens de financement du demandeur, l'impact de l'investissement prévu, dont le coût n'était d'ailleurs pas précisé au dossier, sur la situation financière de ce dernier n'étaient pas indiqués au dossier de demande. Il n'est pas établi en particulier que le ratio d'endettement avait été calculé en tenant compte de cet investissement. Quant aux mentions contenues dans le rapport d'enquête selon

⁸ Il fait état d'un chiffre d'affaires net de 1 228 257 euros, dont 55% est issu de la vente de porc, et d'une valeur ajoutée de 286 802 euros. L'EBE est fixé à 257 794€.

lesquelles le GAEC a eu recours à des prêts bancaires, elles étaient trop imprécises pour permettre au public de disposer des éléments lui permettant d'apprécier les capacités financières du pétitionnaire ».

(CAA Bordeaux, 5e ch., 3 nov. 2020, n° 18BX01712.)

De même, le pétitionnaire ne peut se borner à porter à la connaissance du public ses partenaires bancaires, en se contentant de produire deux lettres d'établissements bancaires faisant état du besoin de financement et de l'apport au capital social et manifestant l'accord pour un investissement, sans fournir les renseignements nécessaires pour apprécier sa capacité financière **(TA de Poitiers, 28 mai 2015, n°1201834)**.

En l'espèce, il s'avère que le GAEC de la HAUTEFEUILLE ne fournit pas d'informations suffisamment qualitatives et exhaustives sur ses capacités financières.

Le dossier comprend en annexe n°6 un bilan comptable établi au 31 mars 2021 (la production de celui des années précédentes aurait été appréciée et nécessaire) ainsi qu'un plan de financement simulé du 1^{er} avril 2022 à mars 2026⁹.

Pour un dossier déposé le 18 février 2022, et complété le 3 juin suivant, la preuve du caractère sain de l'entreprise et de sa bonne gestion technique et financière est trop ancienne.

Le demandeur se base sur son excédent brut d'exploitation (EBE) pour établir que la société maintiendra une situation économique favorable, mais celui-ci est calculé à partir des résultats établis au 31 mars 2021¹⁰, ce qui est ancien et lacunaire surtout au regard des événements mondiaux récents et de leur impact économique notamment sur le cours des matières premières.

Quant à la simulation sur quatre années, elle apporte certes des détails chiffrés, mais ne suffit pas à établir la réalité de l'obtention des emprunts et par quelle modalité le pétitionnaire souhaite les obtenir, le GAEC de la HAUTEFEUILLE se bornant à indiquer que l'investissement à réaliser s'élèvera à 2 177 805€, sans produire la moindre lettre d'un établissement bancaire indiquant accorder un prêt ou être en relation d'affaires suivie avec les associés.

L'exploitant conclut simplement qu'il compte sur le soutien « de ses partenaires financiers »¹¹, comme le crédit agricole.

Par ailleurs, le tableau prospectif sur quatre ans est relativement court-termiste. Une étude sur une durée plus longue aurait permis une meilleure appréciation de la capacité de l'entreprise à assurer la pérennité de l'exploitation.

⁹ Annexe n°6 du dossier de demande

¹⁰ Page 38 du dossier de demande

¹¹ Idem.

D'ailleurs ce tableau ne repose sur aucune pièce justificative, de sorte que sa valeur probante est toute relative.

Ainsi, le dossier de demande du GAEC de la HAUTEFEUILLE n'établit pas la capacité de l'exploitant à financer et à gérer techniquement l'exploitation, dans le respect des intérêts environnementaux prévus à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

C/ Sur l'insuffisance d'information concernant la remise en état du site :

Le Code de l'environnement impose également que le pétitionnaire soit « *en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-7-6 lors de la cessation d'activité.* »¹²

L'article L. 512-7-6 du Code de l'environnement impose en effet une remise en état du site d'exploitation « *dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme / (...) /* ».

Il en résulte qu'il appartient à l'administration instructrice de vérifier la pertinence des modalités selon lesquelles le pétitionnaire prévoit de disposer de capacités financières et techniques suffisantes pour assumer l'ensemble des exigences susceptibles de découler de la cessation éventuelle de l'exploitation et de la remise en état du site, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

En fait, le dossier d'enregistrement est particulièrement succinct sur ces mesures¹³.

Le GAEC de la HATEFEUILLE indique simplement que « *les produits dangereux, ainsi que tous les déchets, seront valorisés ou évacués* », les matériaux de démolition « recyclés » par catégorie et les infrastructures démantelées (silos de stockage, cuve bâtiment...).

Le pétitionnaire ne décrit pas pour autant les mesures d'évacuation des déchets.

Et alors que le document Cerfa de demande d'enregistrement n°15679*03 confirme que le site sera concerné par des risques d'incendie, rien n'est précisé quant aux mesures de suppression de ces risques, si ce n'est le remplissage de la réserve incendie avec un matériau solide inerte¹⁴.

La remise en état du forage, et donc des nappes phréatiques, n'est pas envisagée alors que les ressources en eau vont être particulièrement pompées et subiront des pollutions par infiltration. Il n'est fait aucune mention non plus de la réhabilitation de la Becque du Biez, cours d'eau dans lequel se déverseront les polluants induits par l'activité d'élevage.

¹² L. 512-7-3 du Code de l'environnement

¹³ Page 112 du dossier de demande

¹⁴ Page 12 du dossier de demande

Enfin, le GAEC ne mentionne pas dans quelle mesure il mettra en place une surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

De telles lacunes laissent présager un mémoire de réhabilitation loin d'être à la hauteur des enjeux sanitaires et environnementaux du projet...

Enfin, le délai d'un mois prévu pour informer vos services de l'arrêt définitif de l'exploitation est particulièrement court et ne permettra pas de respecter les dispositions de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement, qui prévoit une obligation, pour l'exploitant d'une installation soumise à enregistrement, de notifier à l'autorité administrative la date de l'arrêt définitif trois mois au moins avant cet arrêt.

Par conséquent, le dossier d'enregistrement apparaît lacunaire sur la remise en état des lieux.

II. Sur l'atteinte aux intérêts protégés par les articles L. 511-1 et L. 211-1 du Code de l'environnement :

1. L'article L. 512-7 du Code de l'environnement prévoit que sont soumis à enregistrement « *les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.* »

Il en résulte que l'atteinte portée aux intérêts listés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement doivent pouvoir être suffisamment protégés par l'application de prescriptions générales, et le cas échéant particulières, édictées par l'Etat.

En l'espèce, l'exploitation de porcs poursuivie par le GAEC entraînera nécessairement des effets notables sur l'environnement et la santé humaine.

Le document Cerfa n° 15679*03 de la demande d'enregistrement fait état de ces incidences :

- Prélèvement d'eau dans la masse « sables du Landénien des Flandres » ;
- Risques technologiques, à savoir risques d'incendie et de pollution par stockage de produits dangereux et d'effluents ;
- Risques sanitaires ;
- Nuisances sonores, olfactives, par vibrations, en raison du trafic routier ;
- Emissions de substances et odeurs ;
-

A titre liminaire, il convient de rappeler que le site est déjà fortement impacté par l'activité industrielle passée et présente.

En effet, la fiche « Géorisques » éditée pour la zone d'implantation du site n°2 localise de nombreux élevages de porcs, de bovins et la présence d'usines (PJ1).

Cinq ICPE(s) sont répertoriées dans un rayon de 1000 mètres, neuf dans un rayon de deux kilomètres et douze installations rejetant des polluants sont identifiées dans un rayon de 12 km. (PJ1)

Concernant les sites du pétitionnaire, la nouvelle installation d'engraissement se cumulera avec le site naisseur n°1 existant.

Ainsi, le GAEC de la HAUTEFEUILLE ne pouvait affirmer, dans son Cerfa d'enregistrement, que les incidences du projet n'étaient pas susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés¹⁵.

Au contraire, il est clair que ce projet viendra aggraver la pollution d'une zone déjà fortement marquée par l'activité anthropique.

A/ Sur les nuisances sonores et olfactives :

Il ressort des pièces du dossier de demande d'enregistrement que le projet d'extension d'élevage porcin du pétitionnaire engendrera une augmentation du trafic routier, en raison de l'arrivée et des départs des porcs, de la circulation des camions d'équarrissage et des livraisons nécessaires pour alimenter les animaux.

Il sera également source de nuisances sonores (bruit des animaux, des équipements mécaniques, des pompes de fosse), et de nuisances olfactives (odeurs d'animaux, d'effluents, de déchets et d'alimentation).

Ainsi que l'ont déjà souligné nombre des habitants des communes concernées dans le cadre de la consultation publique, ces nuisances dégraderont sensiblement la qualité de vie des riverains.

Aucune mesure envisagée par le pétitionnaire, ni aucune prescription étatique, ne pourront atténuer les nuisances sonores induites par une telle exploitation.

Le GAEC de la HAUTEFEUILLE promet un projet de construction limitant les émissions dues à la ventilation¹⁶, et un mode d'alimentation et de transport favorisant le calme des porcs.

Toutefois, mes clients imaginent mal comment les nuisances sonores émanant d'une exploitation intensive de 2277 animaux pourront être limitées par de si faibles mesures.

Les animaux seront logés dans des enclos par centaines, et ce n'est pas un mode d'alimentation uniforme ou un transport séquencé qui atténueront les bruits générés par des êtres vivants entassés et privés de liberté tout au long de leur existence.

¹⁵ Page 9 sur 13

¹⁶ Page 138

Le pétitionnaire voudrait faire croire que le projet a une visée environnementale, en limitant le nombre de kilomètres à réaliser pour la production des porcs charcutiers, puisque avant-projet, les porcelets en post-sevrage partaient vers les communes de BOYAVAL et/ou GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT, et après-projet, les porcelets iront directement sur le site en projet (site 2).

Mais le nombre de kilomètres parcourus entre le site naisseur et le site d'engraissement, bien que réduit, n'aura pas pour effet de baisser le nombre de camions en circulation, qui lui, augmentera, puisque le GAEC semble oublier que le nombre de porcs en élevage aura considérablement augmenté par rapport à la capacité d'avant-projet.

Ainsi, l'argument du « circuit-court » n'est pas recevable dans un contexte d'intensification industrielle de cette dimension...

Les transports et livraisons généreront un trafic routier en pleine journée, ce qui découragera nécessairement les riverains à se balader le long des voies vertes et même à investir économiquement à Erquinghem-lys.

Concernant les nuisances olfactives, de nombreux citoyens ont déjà souligné l'incohérence du dossier d'enregistrement qui fait état de vents dominants provenant du Sud (9,5 %) et du Sud-Ouest (8,7%), mais conclut à une poussée des odeurs vers les plaines par les vents du Nord-ouest.¹⁷

Les vents du Nord-Ouest ne sont pas dominants et n'auront donc pas la force de pousser les odeurs vers les plaines, mais plutôt vers les habitations.

Le site d'implantation est donc particulièrement mal exposé et n'aura pour conséquence que de créer un exode de la population vers des communes moins polluées.

B/ Sur la santé humaine :

Concernant les risques pour la salubrité publique, le projet provoquera une augmentation de la pollution atmosphérique.

L'état initial de la qualité de l'air, décrit dans le dossier, présente à ce titre des approximations.

Par exemple, il n'y a pas de mesures réalisées pour l'ozone dans la station la plus proche, mais sur la station de Wattignies. La seule mesure effectuée sur la concentration en benzène date de 2010, avec un dépassement notable 18.

¹⁷ Page 25

¹⁸ Page 63

Concernant l'ammoniac, le site d'exploitation est localisé dans une zone où les émissions d'ammoniac « sont très faibles » selon les conclusions du GAEC mais la carte produite juste en dessous démontre que le projet est dans une zone de concentration moyenne.

La fiche « Géorisques » localise par ailleurs de nombreuses exploitations porcines (PJ1).

Il se pourrait donc qu'un énième projet d'élevage augmente la concentration en ammoniac et qu'à l'avenir, la zone soit en état d'alerte pour ce polluant atmosphérique.

Enfin, l'émission de poussière (ou particules fines PM2,5 et PM10) sera limitée, selon le pétitionnaire, par un sol caillebotis et une bonne ventilation du bâtiment¹⁹.

Encore une fois, celui-ci fait preuve d'incohérence. Il soutient qu'il sera en mesure de ventiler suffisamment le bâtiment pour des centaines de cochons, mais qu'une telle ventilation « *sera également correctement dimensionnée permettant au moteur ne pas tourner à pleine puissance* », permettant ainsi de réduire le bruit de l'installation²⁰.

Le dossier de demande rappelle d'ailleurs que les émissions de poussières dans un élevage proviennent « *également de la dessiccation des fèces, de la litière et de la desquamation de l'épiderme des animaux* »²¹. Le sol caillebotis ne permettra pas de pallier à la dissémination de ces substances dans l'air.

Concernant l'impact sur la santé des personnes sensibles et des enfants, le GAEC reconnaît à la fois l'existence d'effets négatifs mais conclut à un impact fortement limité :

*« Cependant, aucune habitation tierce ne sera localisée dans un rayon de 240 mètres autour des futurs bâtiments d'élevage. Concernant la population sensible, l'école la plus proche est localisée à 1,24 kilomètres du site (Ecole primaire privé « Saint-Martin »), ce qui **limite fortement** les impacts. De plus, le site est éloigné des centres villes : 1,39 km à vol d'oiseau du centre de Erquinghem-Lys, 2,07 km du centre de Fleurbaix et 2,6 km du centre de Bois-Grenier. »*

Il ne peut être sérieusement soutenu que les impacts seront « fortement » limités, sur une population sensible présente à moins de deux kilomètres...

Le projet aura des effets néfastes sur la santé des enfants scolarisés dans les écoles de proximité (maladies respiratoires, allergies ...).

¹⁹ Page 104

²⁰ Page 138

²¹ Page 103

Encore une fois les conclusions du pétitionnaire vont à l'encontre des mesures réalisées au titre de l'étude du site et des effets du projet.

C/ Sur l'impact environnemental du projet :

Enfin, le projet d'extension d'élevage envisagé ne pourra être autorisé en raison de son impact sur le milieu naturel et sur les ressources en eau.

1. Tout d'abord, si le site d'implantation n°2 n'est pas situé dans une zone Natura 2000, le secteur n'est pas exempt de toute protection environnementale.

L'avis de la Métropole européenne de Lille, rendu dans le cadre de la demande de permis de construire du GAEC fait état de deux orientations et d'aménagement Trame Verte et Bleue, une « corridor à conforter ou à développer » et l'autre « zonage A favorisant la fonctionnalité écologique du territoire » (PJ2).

La zone Natura 2000 « Site de la directive Habitats faune flore, « La vallée de la Lys » n'est qu'à 3.78km d'un des îlots d'épandage et à 5.8 km du site à construire.

De même, plusieurs ZNIEFF se situent à proximité du site et des lieux d'épandage, comme le précise le tableau 17 qui en répertorie pas moins de six²².

Le GAEC de la HAUTEFEUILLE ne peut donc affirmer ensuite que « *L'impact sur la faune et la flore est fortement limité, du fait de la distance avec les zones Natura 2000 et de la présence de voies de communication entre l'exploitation et les zones naturelles.* »

Le projet aura un impact sur la qualité de l'air et les ressources en eau, et se répercutera ainsi nécessairement sur les espèces floristiques et faunistiques des zones naturelles voisines protégées au titre de la législation environnementale, situées à quelques kilomètres.

2. Ensuite, en cas d'enregistrement du projet, aucune mesure ne sera suffisante pour assurer la protection des ressources en eau.

Le projet du GAEC de la HAUTEFEUILLE consiste en effet à créer un forage agricole de 100 mètres de profondeur pour abreuver des animaux et nettoyer les bâtiments. A ce titre, le projet a fait l'objet d'une décision d'examen au cas par cas²³.

L'extension de l'élevage porcin aura également des effets sur les cours d'eau avoisinants, et notamment la Becque de Biez, en raison des épandages.

²² Page 44

²³ Arrêté du Préfet du Nord du 4 avril 2022.

Par conséquent, l'exploitation envisagée présente un risque important de dégradation des ressources en eaux.

En droit, l'article L. 511-1 du Code de l'environnement impose de protéger les dangers et inconvénients des installations afin d'assurer « *la protection de la nature, de l'environnement* ».

L'article L. 211-1 du Code de l'environnement fait également état des intérêts à protéger, en matière aquatique, par la mise en place d'une gestion équilibrée et durable :

I.-Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; (...);

2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;

4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;

5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;

5° bis La promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé de l'eau permettant de garantir l'irrigation, élément essentiel de la sécurité de la production agricole et du maintien de l'étiage des rivières, et de subvenir aux besoins des populations locales ;

6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.

/(...)/

II.-La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. / (...)/ »

A ce titre, lorsque l'exploitation d'un élevage porcin présente un risque de lessivage des sols et de migration des nitrates vers les eaux de surface et les nappes souterraines, le Juge administratif n'hésite pas à censurer la décision préfectorale afférente :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'augmentation de la capacité de l'élevage porcin de l'EARL du Scy a pour effet de porter à 10 432 m³ le volume annuel de lisier à épandre, équivalant à 41 735 unités d'azote ; que le plan d'épandage prévu par l'article 24 de l'arrêté attaqué porte sur une surface totale de 689,46 hectares ; que les parcelles concernées sont situées entre la rivière de la Sèves, et son affluent le ruisseau de l'Holerotte, et la rivière de la Taute, dans un secteur au réseau hydrogéologique très dense, à proximité des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique « marais de la Taute et du Lozon » et « marais de la Sève » ; que plus de 80 % de ces parcelles se situent sur le territoire de cinq communes classées en zone vulnérable par l'arrêté du 1er octobre 2007 du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet coordonnateur de bassin ; qu'il résulte des dispositions précitées des articles R. 211-75 et R. 211-76 du code de l'environnement que sont désignées comme vulnérables les zones qui alimentent les eaux souterraines et les eaux douces superficielles, notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est, soit supérieure à 50 mg par litre, soit comprise entre 40 et 50 mg par litre et montre une tendance à la hausse ; que le bilan agronomique sur l'ensemble du plan d'épandage s'établit, s'agissant de l'azote, à 149 kg par hectare, soit un chiffre proche du niveau maximum fixé, dans les zones vulnérables, par l'arrêté du 7 février 2005 ; qu'ainsi, alors même que l'étude hydrogéologique complémentaire réalisée au mois d'avril 2010 conclut que la nappe aquifère du bassin de Sainteny-Marchésieux concernée par le plan d'épandage « est principalement captive à semi-captive sur la majeure partie de l'emprise du plan d'épandage et se trouve donc protégée par un niveau argileux imperméable à semi-imperméable », et nonobstant le fait que la teneur en nitrates des eaux des captages de Sainteny et Saint-Germain-sur-Sèves est actuellement inférieure à la limite fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007, l'exploitation envisagée présente un risque de lessivage des sols et de migration des nitrates vers les eaux de surface et les nappes souterraines ; Considérant que l'arrêté attaqué comporte, dans son article 31.2.4, l'obligation de réaliser, en plus du suivi général assuré par le syndicat mixte de production d'eau du centre A pour le bassin d'alimentation des forages d'exploitation du bassin de Sainteny, un suivi agronomique du périmètre d'épandage comportant des analyses de sols (pH, matière organique, reliquats azotés et phosphatés), par îlot ayant reçu des effluents ; que, toutefois, en premier lieu, ce suivi ne porte que sur une partie des parcelles concernées par le plan d'épandage ; qu'en deuxième lieu, l'arrêté ne fixe pas les modalités de ces analyses de sols, notamment en ce qui concerne leur nombre ainsi que la ou les périodes auxquelles elles devront être réalisées, ni ne définit les résultats qui devront être obtenus ; qu'enfin l'arrêté attaqué se borne à prévoir que « l'épandage de lisier est adapté en fonction des résultats des analyses », sans fixer précisément les mesures qui devront être prises en cas d'anomalies ; que les autres prescriptions imposées par le préfet de la A, notamment celles portant sur l'interdiction des épandages après le 30 septembre et sur la mise en œuvre de la règle de

couverture hivernale prévue par l'arrêté du 31 juillet 2009, sont insuffisantes pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ; Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'Z A B est fondée à demander l'annulation de l'arrêté attaqué, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête ».

(TA Caen, 20 janv. 2012, n° 1001919.)

Dans un autre jugement, le Tribunal administratif de CAEN annulait un arrêté d'autorisation pour risque de pollution des eaux et d'une zone humide reconnue ZNIEFF de type 1 par migration des nitrates d'un élevage porcin dont les parcelles d'épandage se trouvaient en zone vulnérable :

« 2. Considérant que, par l'arrêté du 6 août 2010 dont l'association Manche-Nature demande l'annulation, le préfet de la Manche a autorisé l'EARL du Guigeois à étendre l'élevage porcin qu'elle exploite à Saint-Z-A ; que cette extension, qui porte la capacité de l'exploitation de 2 852 équivalents animaux à 3 911 équivalents animaux – alors que deux autres importants élevages porcins existent dans la commune – a également pour effet de porter de 4 748 m³ à 7 358 m³ le volume des effluents produits par l'exploitation, représentant notamment 30,13 tonnes d'azote ; que la surface comprise dans le plan d'épandage passe de 196,7 hectares à 332 hectares, pour une charge azotée finale comprise, selon les prêteurs, entre 127 et 153,4 kg par an et par hectare ; que les parcelles du plan d'épandage se trouvent sur le territoire de quatre communes classées en zone vulnérable en application des articles R. 211-75 et suivants du code de l'environnement, et s'insèrent pour la plupart dans un réseau hydrographique dense constitué par la rivière du Thar et ses affluents, notamment le ruisseau « l'Allemagne » ; que le Thar, en aval de l'exploitation, traverse une zone marécageuse et alimente la « mare de Bouillon », avant de rejoindre la Manche dans la Baie du Mont Saint-Michel ; que la « mare de Bouillon » et la zone humide de la basse-vallée du Thar sont reconnues zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF) de type 1, comme le havre du Thar ; que si le diagnostic préalable réalisé dans le cadre de l'élaboration du quatrième programme départemental d'action en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole relève une stabilisation des niveaux de pollution enregistrés dans les masses d'eau, ce diagnostic indique que la diminution significative de la pression azotée d'origine organique, qui a permis cette stabilisation, est le résultat d'une diminution enregistrée du cheptel bovin « sans augmentation significative des autres productions animales » ; qu'il ne résulte pas de l'instruction que les prescriptions contenues dans l'arrêté attaqué seraient de nature, dans le secteur considéré, et compte tenu de la quantité importante de lisier supplémentaire à épandre, à prévenir la survenue d'un phénomène de migration des nitrates vers les eaux souterraines, de surface ou littorales ; que, dès lors, en autorisant l'extension litigieuse, le préfet de la Manche a méconnu les dispositions de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ; que, par suite, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, l'association Manche-Nature est fondée à demander l'annulation de l'arrêté attaqué ; »

(TA Caen, 7 déc. 2012, n° 1002614.)

Dans les faits, le projet du GAEC de la HAUTEFEUILLE est situé dans une zone agricole comptant déjà de nombreux élevages porcins. L'effet cumulé sur les ressources en eau doit donc être pris en compte.

- Le GAEC de la HAUTEFEUILLE voudrait faire croire que son projet est compatible avec les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et du SAGE de la Lys²⁴.

Il n'en est rien.

Concernant la nécessité de diminuer la pression polluante des nitrates, l'exploitant propose simplement de couvrir les sols par des « CIPAN » et de respecter un calendrier d'épandage, tout en respectant une distance avec les cours d'eau. Afin d'éviter les risques de transferts de polluants, le GAEC compte sur « les éléments du paysage ».

De telles mesures ont été jugées insuffisantes par le Tribunal administratif de Caen dans les jurisprudences précitées, n'évitant pas un lessivage des sols.

- Tel que démontré supra, le réseau hydrographique est dense, déjà dégradé et marqué par un risque de pollution²⁵.

Le dossier de demande précise que « *L'ensemble des communes du plan d'épandage est également classé en Zone Vulnérable (ZV), du fait de la teneur en nitrates élevée des eaux superficielles et souterraines (Directive Nitrates : Directive 91/676/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 16 décembre 1991) (voir carte ci-contre).* »

Le pompage de la nappe phréatique prélèvera un volume annuel de 5 650m³ d'eau, ce qui n'est pas négligeable au regard des épisodes de sécheresse et d'incendie récents.

L'article L. 211-1 du Code de l'environnement impose en effet de prendre en compte, dans la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, « *les adaptations nécessaires au changement climatique* ».

Or, il est clair que l'activité humaine doit aujourd'hui être rationalisée pour permettre la préservation des ressources de demain.

La tendance actuelle ne peut donc être à la multiplication des élevages intensifs, sans aucune limitation des projets de grande consommation.

Quant à l'épandage, il sera réalisé sur sept communes et notamment dans le périmètre de plusieurs ZNIEFF(s).

Par ailleurs, les produits biocides utilisés pour nettoyer l'infrastructure et pour assurer la production (antibiotiques par exemple) seront déversés dans la Becque de Biez qui traverse toute la Commune d'Erquighem-Lys et se jette dans la Lys.

²⁴ Annexe 27

²⁵ Page 60 du dossier de demande.

Ainsi, le projet mettra nécessairement en péril la protection des milieux naturels, notamment aquatiques.

Il résulte de ce qui précède que le projet est contraire aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du Code de l'environnement.

Telles sont les observations que mes clients souhaitaient consigner au registre de consultation publique.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de mes salutations distinguées.

Juliette DELGORGUE



PJ1 : Fiche informative Géorisques

PJ2 : Avis de la MEL du 27 juin 2022



Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Il s'agit des informations de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL), les Secteurs d'Information sur les sols (SIS), les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) et les anciens sites industriels et activités de service (CASIAS).

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (EX-BASOL) ?

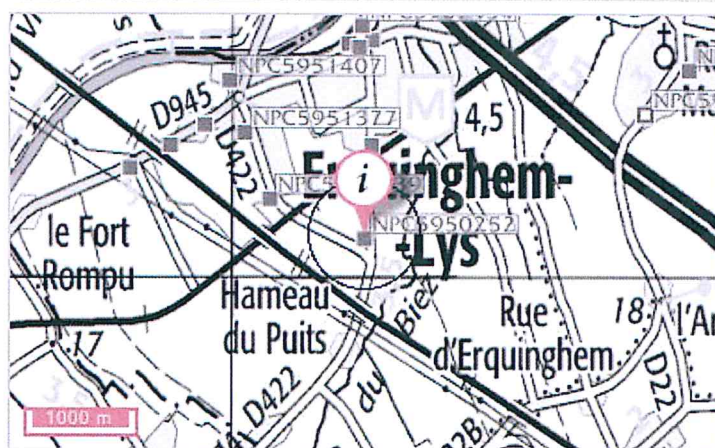
Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (CASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Oui



Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales. La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.



- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)
- Zone de recherche

Source: Ministère en charge de l'environnement

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION
DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non

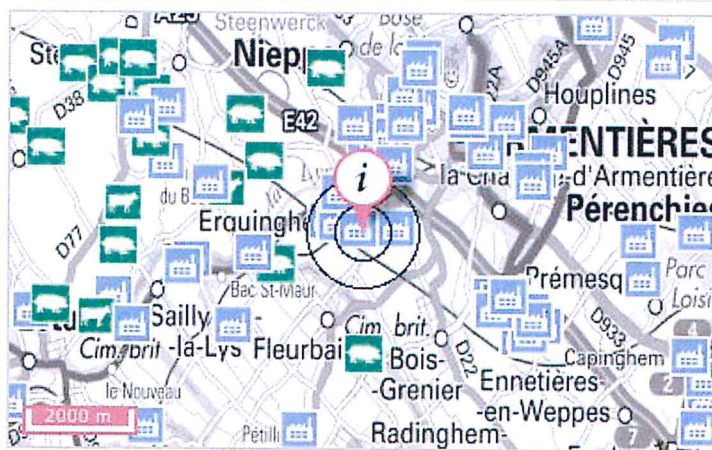
Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 5

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 2.0 km : 9

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: Ministère en charge de l'environnement

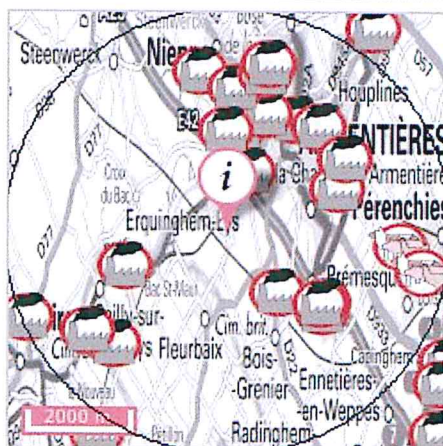
- Installations classées (Grande échelle)
- Usine Seveso
- Usine non Seveso
- Eolienne
- Elevage de bovin
- Elevage de volaille
- Elevage de porc
- Carrière

○ Zone de recherche

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5.0 km : 12

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: Ministère en charge de l'environnement

- Stations d'épuration
- Elevage
- Industries
- Zone de recherche

Réf. UAU/10/02/2022PCM0001

Dossier suivi par : Noémie BERLAND

Tél. :

Hôtel de Ville Erquinghem-Lys
Le Maire
place du Général de Gaulle
59193 ERQUINGHEM-LYS

Objet : PC 059202 22 M0001 - Erquinghem-Lys - Rue du Biez -
DE LA HAUTEFEUILLE représentée par Monsieur WATTELLE
MARC - Construction d'un bâtiment d'élevage porcin + une
fumière couverte pour les effluents d'élevage + une couverture pour
les silos d'alimentation de type Mais.

Lille, le 27 juin 2022

Avis Métropole Européenne de Lille

URBANISME

P.L.U

A : Zone agricole

Marge de recul

Cheminement piéton existant ou à créer

Hauteur : Non constructible (cf. règlement)

Stationnement : Règles de stationnement S6 (Non constructible cf. règlement)

zdh : Zone à dominante humide

Servitudes

OAP Thématique TVB (corridors) : Corridor à conforter ou développer

OAP Thématique TVB : Zonage A favorisant la fonctionnalité écologique du territoire

Obligations Diverses

Archéo AP2 : Saisine pour les terrains d'une superficie égale ou supérieur à 300 m²

Secteur affectés par le bruit en tissu ouvert / Voies bruyantes / Voie ferrée / Catégorie 3

Annexes sanitaires

Annexe sanitaire : Assainissement non-collectif

Annexe sanitaire : collecteur gravitaire

AVIS DECHETS MENAGERS

La présentation des bacs devra se faire en bordure de domaine public, accessible aux bennes de collecte.

Les bacs à collecter sont présentés en bordure de domaine public le plus tard possible par rapport à l'heure de démarrage de la collecte et rentrés une fois la collecte achevée. En dehors des jours de collecte, les bacs doivent être stockés en domaine privé.

Pour les professionnels, la collecte des ordures assimilables aux déchets ménagers peut-être assurée par la MEL dans la limite de 1500 litres / semaine / société et sous conditions. Dans ce cas, une surface de 4 m² / société est nécessaire pour l'entreposage des bacs.

La collecte se fait en marche avant dans les voies ouvertes à la circulation publique et accessible aux bennes de collecte.

Le service Collecte des déchets ménagers de la MEL se tient à disposition pour échanger sur la problématique au 0800.71.17.71.

AVIS VOIRIE

La rue Delpierre est une voie métropolitaine.

Une voie nouvelle sera créée dans le cadre du projet pour accéder à ce dernier.

Celle-ci sera réalisée sur des parcelles privées. Il conviendra de se rapprocher des propriétaires.

L'accès à cette voie se fera depuis la rue Delpierre.

Le pétitionnaire aura à charge la création d'un accès par abaissement de bordure entre le trottoir et la chaussée. La continuité piétonne devra être préservée, aucun autre aménagement ne sera autorisé.

Les travaux comportant occupation et emprise sur le domaine public routier (accès - reconstruction de trottoir - réaménagement de zone de stationnement) sont soumis à autorisation du gestionnaire de la voie.

Afin de respecter les prescriptions techniques et réglementaires, le pétitionnaire devra solliciter une permission de voirie auprès des services de l'Unité Territoriale de Tourcoing Armentières à l'adresse suivante : METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - 2 Boulevard des Cités Unies - CS 70043 - 59040 LILLE Cedex.

RESEAUX

Les travaux de raccordement des réseaux comportant occupation et emprise en domaine public routier sont soumis à autorisation du gestionnaire de la voie.

L'opérateur de télécommunication désigné devra solliciter une permission de voirie auprès des services de l'Unité Territoriale de Tourcoing Armentières à l'adresse suivante : METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE - 2 Boulevard des Cités Unies - CS 70043 - 59040 LILLE Cedex

AVIS DECI

Le projet concerne une ICPE et relève de la réglementation afférente à ces installations, les ICPE ne sont pas traitées au titre de la DECI "générale". Les Points d'Eau Incendie (PEI) publics à proximité et accessibles sont les suivants :

- Le poteau d'incendie public n°0720 situé rue Delpierre et qui délivrait 168 m³/h sous un bar de pression dans les conditions de fonctionnement du réseau d'eau potable le jour de la mesure effectuée le 05/03/2019.

AVIS ASSAINISSEMENT

AVIS FAVORABLE AVEC PRESCRIPTIONS :

1-Le projet doit respecter 10 mètres de servitude entre le haut de berge de la becque du Biez et la construction envisagée. L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que cette servitude doit rester libre de toute construction.

2-Absence d'éléments précis liés à la gestion des eaux pluviales (étude de sols, suivi piézométrique de la nappe sur une année, note de calculs et notice explicative)

3- Prescriptions applicables aux activités d'élevage et autres activités agricoles

Les bâtiments renfermant des animaux à demeure ou en transit ne doivent pas être à l'origine d'une pollution des eaux pluviales infiltrées et des ressources en eau. Leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau. Elle est, en outre, interdite : à moins de 35 mètres : des puits et forages, des sources, des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau.

Lorsqu'il existe un point d'eau à proximité, l'ensemble de l'installation devra être conçu de manière à éviter tout écoulement vers celui-ci.

Avis sur les eaux usées

Il n'existe aucune possibilité de raccordement à un réseau public d'assainissement. Un dispositif d'assainissement non collectif doit être installé après autorisation (voir avis du Service Public d'Assainissement Non Collectif).

Avis sur les eaux pluviales

Les eaux pluviales ne sont pas autorisées dans les dispositifs d'assainissement non collectif. Par conséquent, elles devront être obligatoirement gérées à la parcelle en priorisant l'infiltration conformément au PLU en vigueur et au règlement d'assainissement. Si l'infiltration est insuffisante, le rejet de l'excédent non infiltrable sera dirigé de préférence vers le milieu hydrographique superficiel : **becque du Biez**. L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que les conditions de rejet sont fixées par le gestionnaire du milieu et, dans le cas où le projet est soumis au titre de l'article L 214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement, par le service instructeur.

L'excédent d'eaux pluviales n'ayant pu être infiltré ou rejeté au milieu naturel pourra être accepté dans le réseau public de collecte des eaux pluviales suivant : Rue Delpierre 59193 Erquinghem-Lys (fossé). Le débit de fuite maximal à la parcelle admissible au réseau est fixé à 2 litres par seconde et par hectare. Pour les opérations dont la surface est inférieure à 2 hectares, le débit de fuite est forfaitairement fixé à 4 litres par seconde. Pour le dimensionnement des ouvrages de rétention, le pétitionnaire se basera sur la méthode des pluies avec une pluie d'occurrence 30 ans.

Dès l'obtention de l'arrêté de permis relatif à cet avis ou au plus tard dès le démarrage du

chantier, il est impératif que le pétitionnaire présente une demande de raccordement à Unité Territoriale de Tourcoing Armentières (UTTA) - 57 rue du Dronckaert 59223 RONCQ dans laquelle il devra justifier l'insuffisance de l'infiltration et/ou la capacité de rejet vers le milieu hydrographique superficiel.

Le raccordement de la construction sur le réseau public de collecte des eaux pluviales se fera au moyen de branchements en domaine public, effectués par la Métropole Européenne de Lille, aux frais du pétitionnaire. Une estimation du coût sera fournie lors de la signature de la convention de déversement. L'évacuation des eaux usées non traitées dans les fossés ou les réseaux pluviaux est interdite.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et, éventuellement, ceux visant à la limitation des débits évacués de l'unité foncière sont de la responsabilité et à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération, au terrain et dans le respect des articles 640, 641 et 681 du code civil.

Les collecteurs latéraux et les ouvrages d'assainissement et/ou pluviaux situés en trottoir (regard, etc) devront faire l'objet de mesures particulières de préservation pendant la phase de chantier. Le pétitionnaire devra mettre en place tout moyen de protection adapté afin d'assurer leur pérennité (ponts lourds, etc ..). Par ailleurs, les entrées charretières devront faire l'objet d'aménagements spécifiques, définis en concertation avec nos services et à la charge du pétitionnaire, pour garantir la préservation des ouvrages d'assainissement en cas de passage fréquent de véhicules (voitures, camions, bus, etc).

Les fossés existants devront être préservés et maintenus en l'état sans busage.

ZONE HUMIDE :

Il est porté à l'attention du pétitionnaire, que tout ou partie du projet se situe au sein d'un zonage de Zone à Dominante Humide (ZDH). Par conséquent les parcelles sont susceptibles d'accueillir en leur sein une zone humide réglementaire protégée au titre du Code de l'Environnement. Dans ce cadre, et pour se conformer à la réglementation environnementale, le pétitionnaire doit mettre en œuvre des prospections de zone humide. Dans le cas de zones humides avérées et de l'émergence d'un projet les altérant, sur une surface supérieure à 0,1 ha, le projet sera éligible à une procédure de Dossier Loi sur l'Eau soumis auprès de la Direction départementale des Territoires et de la Mer, service Police de l'Eau.

AVIS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le projet ne génère pas d'eaux usées domestiques ou assimilées domestiques.

AVIS GEMAPI

Nous avons bien noté que l'aménagement prévu fait l'objet d'un enregistrement au titre des ICPE mais cela n'obère pas que celui-ci puisse être soumis aux rubriques (IOTA) du R214-1 du Code de l'Environnement. Nous attirons donc l'attention du pétitionnaire sur ce point et rappelons que les Activités, Installations, Ouvrages, Travaux ayant une incidence significative sur les cours d'eau peuvent faire l'objet de mesures techniques de prévention des risques et des nuisances. À ce titre, le franchissement de la becque du Biez peut, suivant sa nature, sa taille et sa configuration faire l'objet d'une procédure réglementaire et de mesures particulières. Notre

service en tant que gestionnaire de la Becque reste à la disposition du pétitionnaire pour d'éventuels conseils techniques sur cet aspect « franchissement ».

Par ailleurs, considérant le respect de la servitude conservation des eaux au titre du PLU de la MEL de 10 mètres à partir du haut de berge de la Becque du Biez, j'ai le plaisir d'émettre un avis favorable au projet.

Le Service Instructeur Métropolitain

Sergio AURAS
Directeur de l'Accompagnement Juridique
en Aménagement des Territoires



